

De FOUCHET à HABY, le collège a connu bien des velléités de transformation. Il est vrai que dans notre système éducatif, le premier cycle de l'enseignement secondaire est souvent un point sensible, carrefour révélateur de la crise et des carences de celui-ci. Au-delà des intentions, affirmées, d'un langage qui a pu faire illusion, la rénovation n'était que de façade. La participation, à l'ordre du jour après 68, l'appel à l'initiative par l'instauration des 10 % s'accompagnaient de mesures renforçant le système hiérarchique des responsabilités. L'orientation, aide conseil pour choisir sa voie, reste une orientation négative par l'échec, à l'exemple de l'orientation en L.E.P. à partir du palier de la 5^e. L'unification du collège par la suppression des filières reste un leurre car elle n'a jamais envisagé les moyens d'une pédagogie de la réussite ; un pourcentage important d'élèves sont évacués dans les voies sans issue des C.P.P.N. En fait, ce qui était en jeu jusqu'en mai 81, c'est le fonctionnement plus efficient d'un collège dont les finalités restent celles d'une école précocement sélective fondée sur un enseignement hiérarchisé et autoritaire.

Quand le gouvernement de gauche demande à Louis LEGRAND de synthétiser dans un rapport les propositions pour un changement du collège, le choix de l'homme dont la philosophie est à bien des égards proche de la nôtre ne peut que nous réjouir. On attend de l'auteur de « *Pour une politique démocratique de l'éducation* » et de « *L'École unique à quelles conditions* » qu'il propose les fondements d'une école résolument populaire dans le cadre des changements sociaux et politiques indispensables. Nos options fondamentales affirmées dans « *Perspectives d'Éducation Populaires* » (Maspéro) et concrétisées par des pratiques pédagogiques de longue date, ouvraient déjà la voie à un changement en profondeur qui ne se contente pas de réformes alibis parachutées par les pouvoirs publics.

Le rapport « *Pour un collège démocratique* », contenant les propositions de la commission, ne nous déçoit pas en ce qui concerne les objectifs définis et la problématique générale du changement envisagé. Il s'inspire des grandes orientations des mouvements d'éducation active et pose le problème de la rénovation des collèges en termes de finalités éducatives qui « ne sauraient être que politiques » :

COLLÈGES, l'urgence

— « supprimer les ségrégations internes imputables à la sélection précoce, en créant un milieu de vie favorable à la connaissance et à l'estime réciproque »,
— « lutter contre l'échec — en recherchant les moyens institutionnels et pédagogiques capables de donner à tous la formation la plus complète possible et la plus adaptée aux besoins et aux capacités de chacun ».

— « développer les capacités d'autonomie, de responsabilité et d'usage de la liberté chez les apprenants »,

— « faire en sorte que le collège réponde aux nouvelles exigences sociales d'élévation du niveau de culture et de qualification professionnelle de la Nation ».

Tout cela, c'est aller vers une école lieu de vie à part entière, qui accepte les différences, où la vie coopérative est à la base de la vie sociale. Même si certaines idées de Legrand, concernant par exemple le rôle de la hiérarchie et de l'inspection dans l'évaluation, se trouvent quelque peu édulcorées dans le rapport, son grand mérite est d'avoir permis une réflexion sur l'école en termes nouveaux. A la base, les bouches se sont entrouvertes, les utopies concrètes se sont rallumées, quelques initiatives sont venues égayer les grisaileries réalistes.

Mais la réalité concrète du changement, ce n'est pas seulement dans le rapport LEGRAND qu'on en trouve les applications pratiques ; c'est surtout dans la politique du ministère de l'Éducation nationale et dans les propositions de son ministre. La politique de la petite vitesse et de la gestion de la pénurie des moyens en période de restriction budgétaire nous font craindre que l'histoire ne se remette à bégayer.

Si nous avons conscience que la crispation sur les acquis, les replis corporatifs cachent souvent le refus du nouveau, l'anxiété de quitter les routines, de descendre de l'estrade pour s'impliquer différemment dans le métier et de mettre en œuvre une action éducative nouvelle, nous pensons aussi que les intentions de rénovation peuvent être illusoires si elles se contentent d'une situation des moyens humains et matériels marquée par l'immobilisme le plus rigoureux dans les collèges. Cela, nous l'affirmons avec d'autant plus de force que nous n'avons pas craint dans les pires conditions d'ouvrir et d'emprunter toutes les brèches susceptibles de changer les pratiques : implication déterminante dans les projets d'actions éducatives ; projets culturels reconnaissant aux adolescents un statut de partenaire social à travers le lancement de nouvelles revues, une autre perception de l'utilisation de l'outil audiovisuel ou informatique etc. Notre « bonne volonté » n'est plus à démontrer ; mais un changement en profondeur de l'action éducative, s'il s'appuie fort justement sur le volontariat, n'est pas qu'affaire de bonnes volontés et de déclarations d'intention. Il passe par des moyens appropriés, des réformes structurelles qui rendent irréversible le processus du changement. Quelles chances de réussite pour une rénovation qui laisserait intacte tous les rouages de la sélection, tout le système d'évaluation sanction, tout le système hiérarchique des responsabilités. Les mesures proposées aujourd'hui ne doivent pas rester gadget ou alibi en préservant la structure et le fonctionnement traditionnel du collège. Nous pouvons, par exemple et sans réserve, dire oui au tutorat à condition qu'il reste l'occasion d'une prise en charge coopérative de l'ensemble des problèmes du collège.

Le gouvernement de la gauche affirme une volonté de changement vers une école qui se veut démocratique et populaire. Le cadre qu'il nous propose peut permettre des initiatives intéressantes. Mais il faut rapidement dépasser le stade des intentions, le stade du changement distillé à petite dose. Ce sont les jeunes qui nous interpellent en ce sens. Ils sont las de voir brider leurs enthousiasmes et d'être formés à attendre, dans l'ennui présent, avant d'aller grossir le flot des disqualifiés, des déqualifiés, des chômeurs ou des handicapés.